



CHAPITRE 29

Loi sur les réserves écologiques

[Sanctionnée le 13 décembre 1974]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

SECTION I

DÉFINITIONS

Interprétation:

« réserve écologique »;

« conseil consultatif »;

« ministre ».

1. Dans la présente loi, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par:

a) « réserve écologique »: tout territoire réservé par le lieutenant-gouverneur en conseil en vertu de l'article 2;

b) « conseil consultatif »: le conseil consultatif des réserves écologiques constitué en vertu de l'article 10;

c) « ministre »: le ministre des terres et forêts.

SECTION II

CRÉATION ET ADMINISTRATION DE RÉSERVES ÉCOLOGIQUES

Constitution en réserve.

2. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, constituer en réserve écologique tout territoire composé de terres publiques s'il est d'avis que cette mesure est nécessaire pour:

a) conserver ce territoire à l'état naturel;

b) réserver ce territoire à la recherche scientifique et, s'il y a lieu, à l'éducation; ou

CHAPTER 29

An Act respecting ecological reserves

[Assented to 13th December 1974]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

DIVISION I

DEFINITIONS

1. In this act, unless the context requires a different meaning,

(a) "ecological reserve" means any territory reserved by the Lieutenant-Governor in Council in virtue of section 2;

(b) "advisory board" means the advisory board on ecological reserves established in virtue of section 10;

(c) "Minister" means the Minister of Lands and Forests.

Interpretation:

"ecological reserve";

"advisory board";

"Minister".

DIVISION II

CREATION AND ADMINISTRATION OF ECOLOGICAL RESERVES

2. The Lieutenant-Governor in Council may, by regulation, establish as an ecological reserve any territory composed of public lands if he considers that measure necessary:

(a) to preserve such territory in its natural state;

(b) to reserve such territory for scientific research and, if need be, for education; or,

Establishment of reserve.

c) sauvegarder les espèces animales et végétales menacées de disparition ou d'extinction.

Entrée en vigueur sur publication.

Tout règlement adopté en vertu du présent article entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec* ou à toute date ultérieure qui y est déterminée.

(c) to safeguard animal and plant species threatened with disappearance or extinction.

Every regulation made in virtue of this section shall come into force on the date of its publication in the *Québec Official Gazette* or on any later date fixed therein.

Coming into force upon publication.

Acquisition de terrain privé.

3. S'il juge qu'un terrain privé est nécessaire pour la constitution d'une réserve écologique, son agrandissement ou son maintien, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, aux conditions qu'il détermine, autoriser le ministre à l'acquérir de gré à gré, par échange ou par expropriation.

Constitution en réserve.

Le terrain ainsi acquis peut alors être constitué en réserve écologique conformément à l'article 2.

Dispositions applicables.

Les articles 3 à 18 de la Loi concernant l'acquisition de certains territoires forestiers (1951/1952, chapitre 38) s'appliquent, *mutatis mutandis*, à la fixation de l'indemnité payable à la suite de l'expropriation d'un terrain en vertu du premier alinéa.

3. If he considers that private land is necessary for the establishment, enlargement or maintenance of an ecological reserve, the Lieutenant-Governor in Council may, on the conditions he determines, authorize the Minister to acquire it by agreement, exchange or expropriation.

The land so acquired may then be established as an ecological reserve in accordance with section 2.

Acquisition of private land.

Establishment.

Sections 3 to 18 of the Act respecting the acquisition of certain forest lands (1951/1952, chapter 38) apply, *mutatis mutandis*, to the fixing of the indemnity payable as the result of the expropriation of land in virtue of the first paragraph.

Provisions to apply.

Droits réels ou personnels.

4. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut aussi, aux conditions qu'il détermine, autoriser le ministre à acquérir des droits réels ou personnels sur des terrains privés afin de faciliter l'utilisation d'une réserve écologique.

4. The Lieutenant-Governor in Council may also, on the conditions he determines, authorize the Minister to acquire real or personal rights on private land to facilitate the utilization of an ecological reserve.

Real or personal rights.

Formalités d'abolition.

5. Une réserve écologique peut être abolie par le lieutenant-gouverneur en conseil, qui peut aussi en modifier les limites, si le ministre a préalablement:

a) demandé l'avis du conseil consultatif;

b) donné avis de l'intention d'abolir la réserve écologique ou d'en modifier les limites dans la *Gazette officielle du Québec* ainsi que dans un ou deux journaux publiés dans la région concernée, ou à défaut de journaux publiés dans cette région dans un ou deux journaux publiés dans la région la plus voisine; et

c) accordé un délai de trente jours à compter de la publication de cet avis pour permettre aux intéressés de lui transmettre leur opposition écrite.

5. An ecological reserve may be abolished by the Lieutenant-Governor in Council, who may change the boundaries of it, if the Minister has, as a preliminary:

(a) requested the advice of the advisory board;

(b) given notice that it is intended to abolish the ecological reserve or to change the boundaries of it, in the *Québec Official Gazette* and in one or two newspapers published in the region concerned or, if no newspapers are published in that region, in one or two newspapers published in the nearest vicinity; and

(c) granted a delay of thirty days from the publication of such notice to allow the persons concerned to send him their objections in writing.

Abolition of ecological reserve.

Actes interdits.

6. Dans une réserve écologique, la chasse et la pêche, l'exploitation forestière,

6. In an ecological reserve, hunting and fishing, forest, agricultural or mining

Forbidden acts.

agricole ou minière, les fouilles ou les sondages, la prospection, les travaux de terrassement et de construction ainsi que, généralement, les travaux de nature à modifier l'aspect du terrain ou de la végétation et les actes de nature à perturber la faune ou la flore sont interdits.

Acte
interdit.

De plus, nul ne peut introduire d'espèce animale ou végétale dans une réserve écologique.

Étude
scientifi-
que.

Le ministre peut toutefois, aux conditions déterminées par règlement, permettre l'un ou l'autre des actes ou travaux visés aux alinéas précédents pour faciliter l'étude scientifique de l'évolution du milieu.

operations, exploration or boring, prospecting, levelling and construction work, and, in general, works of a nature to change the aspect of the terrain or of the vegetation and acts of a nature to disturb the fauna or the flora are forbidden.

Furthermore, no one may introduce an animal or plant species into an ecological reserve. Forbidden act.

The Minister may, however, on the conditions determined by regulation, allow one or another of the acts or works contemplated in the preceding paragraphs, to facilitate the scientific study of the evolution of the milieu. Scientific study allowed.

Autorisa-
tion pour
circuler.

7. Il est interdit de pénétrer ou de circuler dans une réserve écologique sans une autorisation écrite du ministre. Celui-ci accorde cette autorisation seulement pour fin de recherche scientifique.

Id., pour
fin d'édu-
cation.

Toutefois, dans tout secteur d'une réserve écologique déterminé par le lieutenant-gouverneur en conseil, le ministre peut accorder l'autorisation visée à l'alinéa précédent non seulement pour fin de recherche scientifique mais, en plus, pour fin d'éducation.

7. It is forbidden to enter or to circulate in an ecological reserve without a written authorization from the Minister. He shall grant such authorization solely for purposes of scientific research. Author-ization to enter, etc.

However, in any sector of an ecological reserve determined by the Lieutenant-Governor in Council, the Minister may grant the authorization contemplated in the preceding paragraph not only for the purposes of scientific research but, in addition, for educational purposes. Id., for educa-tional purposes.

Autorisa-
tion pour
exproprier.

8. Nonobstant toute loi générale ou spéciale, aucun pouvoir d'expropriation ne peut être exercé sur un terrain situé dans une réserve écologique sans l'autorisation expresse du lieutenant-gouverneur en conseil.

Disposi-
tions ap-
plicables.

Le présent article ainsi que les articles 6 et 7 s'appliquent au gouvernement du Québec et à ses mandataires.

8. Notwithstanding any general law or special act, no power of expropriation may be exercised over land situated in an ecological reserve without the express authorization of the Lieutenant-Governor in Council. Author-ization for ex-propria-tion.

This section and sections 6 and 7 apply to the government of Québec and to its mandataries. Provisions to apply.

Réglemen-
tation.

9. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement:

- a) déterminer les conditions visées dans le troisième alinéa de l'article 6;
- b) établir des normes concernant la mise en valeur, la protection, l'utilisation et la gestion des réserves écologiques.

Entrée en
vigueur.

Tout règlement adopté en vertu du présent article entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec* ou à toute date ultérieure qui y est déterminée.

9. The Lieutenant-Governor in Council may, by regulation: Regula-tions.

- (a) determine the conditions contemplated in the third paragraph of section 6;
- (b) establish standards respecting the development, protection, utilization and management of ecological reserves.

Every regulation made in virtue of this section shall come into force on the date of its publication in the *Québec Official Gazette* or on any later date fixed therein. Coming into force.

SECTION III

DIVISION III

CONSEIL CONSULTATIF

ADVISORY BOARD

Constitu-
tion et
composi-
tion.

10. Le lieutenant-gouverneur en conseil constitue, pour aviser le ministre sur l'application de la présente loi, un conseil consultatif des réserves écologiques composé d'au plus quinze personnes, dont au moins six sont choisis parmi les fonctionnaires du gouvernement ou de ses organismes, nommés pour une période n'excédant pas cinq ans.

10. The Lieutenant-Governor in Council shall establish an advisory board on ecological reserves, to advise the Minister on the application of this act, composed of not more than fifteen persons, of whom at least six shall be chosen from among the functionaries of the government or the government bodies, appointed for a period not exceeding five years.

Advisory
board
estab-
lished.

Indemni-
sation des
membres.

11. Les membres du conseil consultatif ne reçoivent aucun traitement à ce titre; ils peuvent être indemnisés de ce qu'il leur en coûte pour assister aux assemblées et, s'il y a lieu, recevoir une allocation de présence fixée par le lieutenant-gouverneur en conseil.

11. The members of the advisory board shall receive no remuneration in such capacity; they may be indemnified for the costs they incur to attend meetings, and, if need be, may receive an attendance allowance fixed by the Lieutenant-Governor in Council.

Members
indem-
nified.

SECTION IV

DIVISION IV

PÉNALITÉS ET DISPOSITIONS FINALES

PENALTIES AND FINAL PROVISIONS

Infrac-
tions et
peines.

12. Quiconque contrevient à la présente loi commet une infraction et est passible, en plus du paiement des frais, d'une amende de \$25 à \$300 dans le cas d'une première infraction et, pour toute récidive dans les deux ans, d'une amende de \$300 à \$1,000.

12. Whoever contravenes this act is guilty of an offence and liable, in addition to payment of the costs, to a fine of \$25 to \$300 in the case of a first offence and, for any subsequent offence within two years, to a fine of \$300 to \$1,000.

Offence
and
penalty.

Arresta-
tion sans
mandat.

13. Tout agent de la paix peut, sans mandat, arrêter toute personne qu'il trouve en train de commettre une infraction visée à l'article 12; il doit faire comparaître toute personne qu'il a ainsi arrêtée devant un juge de paix dans les quarante-huit heures de son arrestation.

13. Any peace officer may, without a warrant, arrest any person he finds in the act of committing an offence contemplated in section 12; he must have every person he has so arrested appear before a justice of the peace within forty-eight hours of his arrest.

Arrest
without
warrant.

Poursui-
tes.

14. Les poursuites en vertu de la présente loi sont intentées suivant la Loi des poursuites sommaires (Statuts refondus, 1964, chapitre 35) par le procureur général ou une personne qu'il autorise généralement ou spécialement par écrit à cette fin.

14. Proceedings under this act are instituted in accordance with the Summary Convictions Act (Revised Statutes, 1964, chapter 35) by the Attorney-General or any person he authorizes generally or specially in writing for that purpose.

Proceed-
ings.

Poursui-
tes som-
maires.

La deuxième partie de la Loi des poursuites sommaires s'applique à ces poursuites.

Part II of the Summary Convictions Act applies to such proceedings.

Part II
to apply.

Applica-
tion de
la loi.

15. Le ministre des terres et forêts est chargé de l'application de la présente loi.

15. The Minister of Lands and Forests is entrusted with the application of this act.

Applica-
tion of
act.

Entrée en
vigueur.

16. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

16. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming
into force.